



La lettre de votre #DÉPUTÉ MATTHIAS TAVEL

Député LFI-NUPES de la 8^e circonscription de Loire-Atlantique
Membre de la commission des Affaires économiques



Zoom sur...

Vie chère, retraites, inaction climatique : il faut changer de cap !

Les prix s'envolent. Les superprofits des grandes entreprises aussi. Ce n'est pas la crise pour tout le monde !

Il faut lutter contre la spéculation, bloquer les prix, augmenter les salaires et investir d'urgence dans la transition énergétique et les services publics. C'est ce que j'ai porté à l'Assemblée nationale cet été.

Au lieu de cela, le gouvernement s'entête dans ses choix libéraux : pas de taxe les superprofits, hausse de 15% des prix de l'énergie, pas de hausse réelle du SMIC, rejetée par le vote commun des députés macronistes, RN et LR.

Pire, **M. Macron veut s'attaquer aux salariés, aux chômeurs et au droit à la retraite** en passant en force contre l'avis de tous les syndicats. C'est inacceptable.

Pourtant, l'argent existe pour changer de cap. Même le secrétaire général de l'ONU appelle à taxer les superprofits pour le mettre au service de l'intérêt général. Il y a urgence.

À l'Assemblée, avec l'ensemble des députés de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES), **j'ai déposé une proposition de loi pour la hausse des salaires et des pensions, et une autre pour taxer les superprofits.**

Mais pour changer de cap, le travail parlementaire seul ne suffira pas : il faut une mobilisation populaire puissante aux côtés de vos députés NUPES. **C'est le sens de l'appel à une marche nationale à Paris le dimanche 16 octobre** contre la vie chère, la casse des retraites et l'inaction climatique.

Fidèlement,



crédits photo : © Assemblée nationale - 2022

Pouvoir d'achat : pour la hausse des salaires

J'ai défendu à l'Assemblée avec les députés NUPES :

- La **hausse du SMIC** à 1500 euros net et une conférence sociale pour augmenter l'ensemble des salaires
- La **hausse des pensions** et des minimas sociaux
- Le **gel des loyers**
- Le **blocage des prix** des produits de première nécessité

Nous avons obtenu la **déconjugalisation du calcul de l'allocation adulte handicapé (AAH)** qui avait été rejetée plusieurs fois dans la mandature précédente !

Hôpital de St Nazaire : j'interpelle le ministre

J'ai interpellé dès le mois de juillet le nouveau ministre de la Santé François Braun sur la situation de l'hôpital de Saint-Nazaire. Je lui ai demandé d'**agir contre l'étranglement financier** de l'établissement par « un appui à la médiation en instance entre l'hôpital et le bailleur, la pérennisation et l'indexation de l'aide au loyer de l'Agence régionale de santé, mais aussi l'étude plus avant de l'**hypothèse d'une sortie du bail emphytéotique avant terme** ».



À la rencontre des soignants dans le cadre d'une mission d'enquête pour alerter sur le manque de moyens et la souffrance des personnels de l'hôpital public.



Mer : fier de Saint-Nazaire

Comme je m'y étais engagé, j'accorde une importance particulière aux enjeux maritimes. Fier des réussites de nos industries, j'ai placé mon mandat sous le signe du dialogue avec les professionnels du secteur :

- **Chantiers de l'Atlantique** : cérémonie de départ en mer de la sous-station électrique du parc éolien de Fécamp
- **Saint-Nazaire** : inauguration du parc éolien avec le président de la République
- **Montoir-de-Bretagne** : rencontre des organisations syndicales et la direction de General Electric



À vos côtés



Saint-Nazaire

Echange avec les élèves de l'école Victor Hugo sur le rôle du député



Savenay

Cérémonie du 14 juillet



Saint-Nazaire

Rassemblement de soutien aux Maisons d'hébergement solidaire



Prinquiau

Inauguration de l'extension de l'école publique



Saint-Nazaire

Rassemblement pour le droit à l'IVG



Donges

Célébration du 230^e anniversaire de la République



Saint-Nazaire

Festival «Tintamarre et Charivari» des quartiers Chesnaie/Bouletterie

Et aussi : Participation au comité d'orientation stratégique de l'étude de zone sur la santé environnementale et la surmortalité par cancers - Participation au comité de pilotage sur l'avenir du site de Candia à Campbon - Table ronde avec les organisations syndicales du bassin nazairien - Rendez-vous avec plusieurs maires de la circonscription - Cérémonie du 14 juillet à Saint-Nazaire - Cérémonie d'accueil des nouveaux agents de la police nationale à Saint-Nazaire - Défense des lycéens du lycée expérimental de Saint-Nazaire exclus de la remise gratuite d'ordinateurs par la région - Réunion sur la rentrée scolaire avec Madame la rectrice de l'Académie de Nantes - Interpellation du PDG d'EDF et de la ministre de la Transition Énergétique sur l'avenir de la centrale de Cordemais - ...



Énergie : il faut sortir du marché !

En commission des Affaires économiques de l'Assemblée, j'ai pris part aux auditions des ministres de l'Economie, de la Transition énergétique, de l'Industrie sur les enjeux énergétiques et je suivrai le prochain projet de loi sur les énergies renouvelables.

La crise énergétique ne tombe pas du ciel, ni même de la seule guerre de Poutine en Ukraine. Elle vient du retard accumulé dans la bifurcation énergétique. Faute d'avoir investi dans la sobriété (rénovation des bâtiments par exemple) et dans les énergies renouvelables, la France est beaucoup trop dépendante du pétrole, du gaz et ... du nucléaire alors que la moitié des réacteurs est à l'arrêt pour maintenance ou corrosion.

La France du premier quinquennat Macron est le seul pays européen à n'avoir pas atteint ses objectifs de développement des renouvelables. Ce n'est pas dû à l'opposition des défenseurs de l'environnement. C'est le résultat de l'absence de volonté politique, de planification, de financement et de stratégie industrielle.

La solution n'est pas dans la fuite en avant avec la construction de réacteurs nucléaires EPR alors que celui de Flamanville ne marche toujours pas malgré dix ans de retard et un coût multiplié par six.

La solution passe par l'investissement massif dans la sobriété et les renouvelables et dans un tarif abordable pour tous.

Là encore, le gouvernement refuse de s'attaquer aux causes de l'envolée des prix. Le bouclier tarifaire de 2022 est financé par les renouvelables plutôt que par les superprofits de Total ou Engie. En 2023, le gouvernement veut remplacer le bouclier par un coup de matraque tarifaire : +15% pour le gaz et l'électricité. Et nombre d'entreprises, collectivités, locataires HLM ou copropriétaires payeront même bien plus. Comme je l'ai écrit dans un texte paru sur le site du journal *La Tribune* « **Pour baisser les prix, il faut sortir l'électricité du marché européen** » et revenir à un tarif réglementé pour tous, assis sur les coûts réels de production et non sur le marché, « délirant » selon Bruno Le Maire lui-même. L'énergie est un bien commun, pas une marchandise !

Me contacter

matthias.tavel
@assemblee-nationale.fr

Assemblée nationale
126 rue de l'Université
75355 PARIS SP 07

ouverture de la permanence
en circonscription à venir
dans les prochaines semaines



Propositions de lois signées

- Répondre à l'urgence sociale
- Protéger le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse
- Taxer les superprofits
- Interdiction des coupures d'électricité pour impayés
- Abolir la corrida
- Garantir la gratuité de l'éducation
- Renforcer la résilience des forêts face aux effets du dérèglement climatique
- Assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel
- Remplacement des parlementaires en cas d'accueil d'un enfant

Suivre mon action

